

**DELIBERATION
DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE GRAND-BOURG**

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents Au Conseil Municipal	En Exercice	Qui ont pris part à la Délibération
29	29	15

Séance du mardi 15 mars 2005

L'An Deux Mil CINQ, le mardi quinze du mois de mars, à dix-huit heures trente, le conseil municipal, après deuxième convocation, s'est réuni au nombre prescrit par la loi dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de : Monsieur Patrice TIROLIEN, Maire.

DATE DE LA CONVOCATION :
09 mars 2005

DATE D’AFFICHAGE : 04 avril 2005

S/PREFECTURE DE POINTE-A-PITRE

COURRIER

ARRIVE

Le:

04 AVR. 2005

Loi 82 213 du 2.3.82

PRESENTS : MM. Patrice TIROLIEN, Alexis José PASBEAU, Arlette PISTOL, Maguy SAMSON-FUMONT, Alain TENEBE, Ferdinand GENDREY, Robert PLUMAIN, Brigitte GENET, France-lise BASTARAUD-BOC, Félix GAVARIN, Rogatienne CHOUCOUTOU, Félix MINA, Chaucelin RUTIL, Hélène NAGAU RULLE, Noëma CATALAN SAMAR.

ABSENTS : MM. Harry SELBONNE, Franc-Lise LANCREROT, Edmond LANCLAS, Lucien CHOISI, Aurélien NEBOT, Franciane VERIN, Rosita ACTRY, Gladys LANCELOT, Robert IBALOT, Jean GIRARD, Florita VERDON, Ligneul CANEVAL, Claude DEFFIEU, Annick SERCIEN.

Secrétaire de Séance : M. Alain TENEBE.

**OBJET / DELIBERATION PRESCRIVANT LA REVISION DU P.O.S
DEvenu P.L.U**

Monsieur le Maire expose au conseil que la Commune de Grand-Bourg est actuellement dotée d'un Plan d'Occupation des Sols, approuvé le 14 mars 1997 et révisé le 04 décembre 2001.

Ce document d'urbanisme qui correspond à une certaine période de l'évolution urbaine de la ville est devenu obsolète et doit être actualisé pour prendre en compte un certain nombre de données :

- l'extension du Bourg,
- la protection contre les risques naturels,
- le renouvellement de la façade maritime

En outre, la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains, a modifié le régime juridique des documents d'urbanisme et notamment les Plans d'Occupation des Sols devenus Plans Locaux d'Urbanisme.

Dans ces conditions il s'avère nécessaire d'ouvrir le chantier de l'adaptation des documents d'urbanisme aux nouvelles réalités.

Monsieur le Maire propose donc au conseil de se prononcer sur le lancement d'une procédure de révision du plan local d'urbanisme sur tout le territoire de la commune.

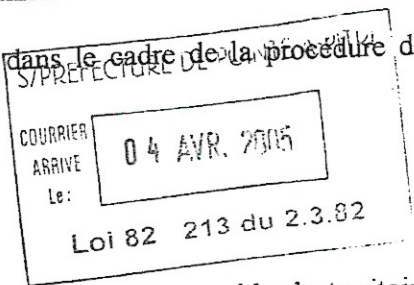
Après avoir entendu l'exposé du Maire ;

- Vu, la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000, relative à la solidarité et au renouvellement urbains ;
- Vu, le décret n° 2001-260 du 27 mars 2001 modifiant le code de l'Urbanisme et le code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique et relatif aux documents d'urbanisme ;
- Vu, les articles L 123-6, L 123-13 et L 123-19 modifiés du code de l'Urbanisme, relatifs au contenu de la délibération prescrivant la révision d'un plan local d'urbanisme ;
- Vu, l'article L 300-2 modifié du code de l'urbanisme relatif à l'obligation de concertation ;

Le conseil municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents :

1a - Confirme les objectifs poursuivis par la commune dans le cadre de la procédure de révision du plan d'occupation des sols :

- L'extension du Bourg,
- La protection contre les risques naturels,
- Le renouvellement de la façade maritime.



1b - Décide de prescrire la révision du plan local d'urbanisme sur l'ensemble du territoire communal, dans les conditions et formes fixées par la loi du 13 décembre 2000, relative à la solidarité et au renouvellement urbains ;

2 - Demande au Maire de solliciter auprès de Monsieur le Préfet l'association des services de l'État pour la révision du plan local d'urbanisme ;

3a - Donne tous pouvoirs au Maire pour choisir le (ou les) organisme(s) chargé(s) de la révision du plan local d'urbanisme ;

3b - Autorise le Maire à signer tout contrat, avenant, convention ou marché nécessaire à l'accomplissement de la révision du plan local d'urbanisme ;

4a - Décide que la concertation prévue par l'article L 300-2 du code de l'urbanisme avec les administrés, les associations locales et les autres personnes concernées dont les représentants de la profession agricole se réalisera par la mise à la disposition du public en mairie d'un registre/cahier où des observations pourront être consignées.

4b - Décide que le bilan de la concertation sera établi par délibération du conseil municipal, au plus tard, au moment de l'arrêt du projet de révision du plan local d'urbanisme ;

5a – Autorise le Maire, conformément à l'article L 121-7 al. 1^{er} du code de l'urbanisme, à solliciter de l'État l'attribution d'une compensation financière destinée à compenser les dépenses entraînées par les frais matériels (et d'études) nécessaires à la révision du plan local d'urbanisme ;

5b – Dit que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes, seront inscrits au budget de l'exercice considéré ;

Conformément à l'article L 123-6 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera notifiée :

- Au Préfet ;
- Au Président du Conseil Régional ;
- Au Président du Conseil Général ;
- Au Président de la Chambre de Commerce et de l'Industrie ;
- Au Président de la Chambre des Métiers ;
- Au Président de la Chambre d'Agriculture ;

Conformément à l'article R 123-25 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie, durant un mois, et d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département et au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour copie conforme,

Le Maire,

Patrice TROLIEN



